

Étude du budget supplémentaire des dépenses fédérales:

**EN MATIÈRE D’AFFAIRES ÉTRANGÈRES, LA TABLE EST MISE...
NE RESTE PLUS QU’À AGIR!**

OTTAWA, le 8 décembre 2021 – Dans le cadre de l’étude du budget supplémentaire des dépenses du gouvernement fédéral pour 2021-2022, qui a eu lieu le 7 décembre dernier à la Chambre des communes, le député de Montarville et porte-parole du Bloc Québécois en matière d’affaires étrangères, M. Stéphane Bergeron, a interpellé la ministre des Affaires étrangères sur plusieurs enjeux et s’est dit déçu des réponses vagues et convenus qu’elle lui a données. «La ministre s’en est tenue aux lignes de communications du gouvernement, sans plus, quand elle n’omettait tout simplement pas de répondre! Disons que je m’attendais sincèrement à ce qu’elle tranche un peu avec la “langue de bois” à laquelle certains de ses prédécesseurs nous avaient habitués... Je crains qu’elle n’ait échoué son premier test...», de déclarer M. Bergeron.

Le député de Montarville avait pourtant débuté sa ronde de questions en remerciant la ministre et ses collègues de se prêter à cet exercice fondamental de reddition de compte, qui, a-t-il rappelé, «est au cœur du système de gouvernement responsable obtenu de haute lutte par les Patriotes du Bas-Canada et les Réformistes du Haut-Canada». Il en a été quitte pour une amère déception; «Nous n’en savons guère plus, au terme de cet exercice, qu’avant de nous y prêter!», a-t-il déploré.

«Sur la question palestinienne, par exemple, nous n’avons pas été en mesure de comprendre les raisons pour lesquelles le Canada, qui est favorable à la solution à deux États, qui est opposé à l’occupation illégale des territoires palestiniens par Israël, ainsi qu’à la colonisation, aux expulsions et aux attaques contre des populations civiles, a été l’un des 9 pays, incluant la Hongrie, la Micronésie, Nauru et les Palaos, à voter contre une résolution des Nations Unies reprenant essentiellement ces mêmes positions... Ce faisant, le Canada est allé à contre-courant par rapport à la communauté internationale, qui, très majoritairement, avec l’appui, entre autres, de la Norvège et de l’Irlande, qui, elles, ont été élues au Conseil de sécurité des Nations Unies, a voté en faveur de cette résolution. Cela ne contribue en rien au processus de paix dans la région, alors même que la résolution prônait l’établissement de frontières sûres pour les deux États, y compris Israël», s’est inquiété Stéphane Bergeron.

Lors des échanges avec la ministre des Affaires étrangères, le porte-parole du Bloc Québécois en la matière a abordé nombre de questions et d’enjeux, dont les intentions du Canada concernant les crédits prévus en soutien aux pays en développement afin de lutter contre la COVID-19; le don souhaité de vaccins à Taïwan, à la Palestine et à Haïti; la levée temporaire des brevets sur les vaccins contre le coronavirus dans le but de déconcentrer et décupler la production; les investissements prévus pour contribuer à la résolution de la crise des Rohingyas et les analogies avec des situations similaires comme au Tigré et en Palestine; la situation de Nathalie Morin, retenue avec ses enfants en Arabie Saoudite depuis une vingtaine d’années et celle des enfants canadiens coincés dans des camps au Nord de la Syrie. «Dans chacun de ces cas, les réponses furent pour le moins décevantes...», de se désoler M. Bergeron.

Plus tôt ce même jour, la Chambre des communes s’était penchée sur la création d’un comité spécial devant porter sur les suites à donner au retrait précipité d’Afghanistan de la part des pays occidentaux, dont le Canada. Ce comité a finalement été créé, et ce, grâce à un amendement présenté par le député de Montarville ayant été adopté à l’unanimité. «Il faut tirer les leçons de ce retrait catastrophique, de telle sorte de faire mieux, notamment pour l’évacuation des ressortissants canadiens restés sur place et des alliés afghans qui risquent quotidiennement la mort, mais aussi pour venir en aide à une population confrontée à la famine, de même qu’aux femmes et aux filles, de nouveau sous la coupe d’un gouvernement islamiste. Dans ce dossier, comme dans les autres, les mots ne suffisent plus; il faut passer à l’action!», de conclure Stéphane Bergeron.

– 30 –

Source: Jeanne-Lise Devaux Pelier, agente de communications
Bureau du député Stéphane Bergeron
@ jeanne-lise.devauxpelier.349@parl.gc.ca
☎ 450 922-BLOC (2562)